

Emission d'un emprunt local de 2.520.000

M. Le Maire informe le C.M. que par décision du 15 Septembre 1968, M. le Ministre de l'Agriculture a accordé à la C.M. de Ludes une subvention de 60% sur la somme de 400.000<sup>+</sup> montant après réévaluation de la 2<sup>e</sup> tranche des travaux d'alimentation en eau potable.

Cette subvention qui se monte donc à 2.400.000<sup>+</sup> est attribuée sous le régime de l'art 1<sup>er</sup> de la loi du 14 Août 1962. Elle est payée sur la base d'un emprunt amortissable en 30 ans portant intérêts à 4%

soit au taux global de 5.293%.

Conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 3 Février 1968 la commune de Ludes est dans l'obligation de réaliser un emprunt local correspondant au service des annuités de l'Etat.

En prévision de l'octroi d'une sub<sup>te</sup> le C.M. par délibération du 5 Juin 1968 avait décidé notamment :

L'émission d'un emprunt local de 2 M<sup>00</sup> remboursable en 30 ans au taux d'intérêt de 4.50% soit au taux global de 6.139154%.

Sous l'attente de la garantie de cet emprunt par la subvention de l'Etat, de voter le nombre de centimes add<sup>els</sup> de principe correspondant à cette annuité qui est de 182.280<sup>+</sup> en chiffres ronds soit 1831 centimes la valeur de celui-ci étant de 75.29.

Que le placement de ces obligations serait confié aux banques et agents désignés par arrêté municipal.

Que la commune prendrait à sa charge les frais d'émission sans préjudice toutefois à l'aide de quelles ressources ils seraient acquittés.

Or le montant de l'emprunt local doit s'élever à 2.400.000<sup>+</sup> égal à la subvention de l'Etat. La garantie de la commune ne doit porter que sur le montant de l'annuité complémentaire résultant de la majoration du taux de l'intérêt. Quant aux frais d'émission, ils peuvent être évalués à 5% du montant de l'emprunt soit 120.000<sup>+</sup> et il y aurait lieu en raison de leur importance de les incorporer à l'emprunt qui devrait donc être arrêté à 2.520.000<sup>+</sup>.

Enfin, certaines dispositions doivent être apportées au cahier des charges. Estimant que la décision ministérielle portant attribution de la subvention devait intervenir à bref délai, M. l'Ingénieur en chef du génie rural a cru devoir rétrograder la délibération du C.M. du 5 Juin 1968.

Monsieur Le Maire invite donc le C.M. à délibérer à nouveau sur cette question.



Le Conseil municipal,

Ouit St. Marie, après en avoir délibéré

Déclare :

d'assurer le financement de la participation de l'Etat au paiement de la 2<sup>e</sup> tranche des travaux d'alimentation en eau potable de la Commune par l'émission dans le public d'un emprunt local de 2.400.000<sup>+</sup> d'y ajouter une somme à valeur de 120.000<sup>+</sup>

pour paiement de frais d'émissions évalués à 5%

d'arrêter le montant de l'emprunt à

2.520.000<sup>+</sup>

qui sera remboursable en 30 ans

de fixer le taux de l'intérêt à 4.50% pour un taux global

d'amortissement de 6.139154 %

L'annuité à verser par l'Etat sur la somme de 2.400.000<sup>+</sup> est de

$$2.400.000 \times 0.05283 = 126.792$$

L'annuité de l'emprunt de 2.520.000<sup>+</sup> au taux de 4.50 et remboursable en 30 ans est de

$$2.520.000 \times 0.06139154\% = 154.706.68$$

Il y a un complément d'annuité de 15914.68

qui sera gagé par le produit de l'exploitation du réseau d'alimentation en eau potable et en cas d'insuffisance de ces ressources par des centimes add<sup>ls</sup> que le C.M. s'engage à voter en quotité suffisante

Pour la période transitoire, le C.M. de voter le principe de 212 centimes add<sup>ls</sup> en chiffres ronds, la valeur du centime étant de 7529.

L'emprunt sera réalisé en une seule tranche par obligations émises au port et au porteur d'une valeur nominale de 5000<sup>+</sup> chacune.

Les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, ainsi que la liste des bureaux d'émission seront fixées par arrêté municipal.

Les conditions d'émission sont celles du cahier des charges accepté par le C.M. et joint à la présente délibération. Le cahier des charges ainsi que le tableau d'amortissement qui y est annexé seront soumis à l'agrément de St. le Pref.

En conformité de l'arrêté ministériel du 25-3-1947, les souscripteurs pourront régler leurs souscriptions jusqu'à concurrence de la 1<sup>re</sup> au plus de celle-ci en remettant un ou plusieurs certificats de l'emprunt libérateur de prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation immatriculés à leur nom. Les certificats seront repris pour leur valeur nominale et le solde des souscriptions sera réglé en espèces.

La rémunération des services rendus pour le placement des obligations restera conforme au taux autorisé et le receveur municipal bénéficiera de la remise légale.

Le C.M. demande à St. le Pref. d'autoriser l'émission de cet emprunt local et de donner son approbation au cahier des charges en fixant les clauses et conditions ainsi qu'au tableau d'amortissement.